

SÉCURISATION DU BAC, EXAMENS DE FIN DE CYCLES SCOLAIRES, RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Benghabrit fait le point

La ministre de l'Education nationale a fait le point hier sur les préparatifs des examens nationaux de fin de cycles scolaires. Deux millions d'élèves ont rendez-vous avec ces examens qui se dérouleront entre le 24 mai et le 15 juin prochains.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Un quart de la population des élèves scolarisés vont passer cette année les examens nationaux.

Le nombre d'élèves concernés par les examens de fin de cycle, 5^e, BEM et bac, est en hausse cette année par rapport à l'année dernière. Ils sont ainsi 4 670 candidats de plus que les sessions de 2016. La ministre de l'Education nationale, qui a donné hier les détails sur les préparatifs de ces examens, a indiqué que 67 652 élèves passeront l'examen de la 5^e cette année, le 24 mai prochain. Ils sont 55 000 élèves de plus que l'année dernière.

Le nombre d'élèves concernés par l'examen du brevet de l'enseignement moyen est de 566 000. Ce nombre a connu une hausse de plus de 6 000 élèves. Pour l'examen du baccalauréat, ils sont 761 701 candidats à passer cette épreuve qui se déroulera entre le 11 et le 15 juin prochain. Le nombre de candidats à cet examen a, en revanche, connu une baisse de 56 000 élèves. Un tiers des candidats qui passent leur bac cette année sont des candidats libres, soit un pourcentage de 35,50%.

Le nombre de filles qui passeront les examens de fin de cycle est supérieur au nombre de garçons. Sauf pour le cycle primaire, a indiqué Benghabrit, dont le nombre de garçons dépasse celui des filles.

La ministre de l'Education a indiqué que son secteur a mobilisé plus de 18 000 centres et 95% du personnel pour ces examens. Pour la deuxième année consécutive, a-t-elle souligné, les élèves qui passent l'examen de fin de cycle primaire resteront dans leurs établissements.

L'annonce des résultats de l'examen de cycle primaire est prévue pour le 9 juin prochain, le 27 juin pour l'examen du BEM et le 14 juillet pour le bac.

Pas de blocage des réseaux sociaux pendant le bac

Contrairement à l'année dernière, la ministre de l'Education nationale a indiqué que son secteur n'aura pas recours au blocage des réseaux sociaux pendant les épreuves du baccalauréat pour empêcher une éventuelle fraude. Cependant, une série de mesures a été décidée par la commission interministérielle chargée de la sécurisation du bac.

La sécurisation des sites d'examen se fera sur la base d'un plan décidé par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Ainsi, il a été décidé de la réduction du nombre de centres de distribution des sujets, la réhabilitation du site régional de l'Onec situé à Kouba, la coupure de la connexion internet au niveau des centres d'examen et

l'équipement des centres de publication et de distribution de sujets de caméras de surveillance, l'interdiction d'accès des véhicules au sein des centres d'examen.

Le ministère de l'Education compte aussi reconduire les mêmes mesures antifraude mises en place l'année dernière, à savoir l'interdiction des téléphones portables et tout moyen de communication dans les classes d'examen, considéré désormais comme une tentative de fraude dont l'auteur risque une exclusion pour une période de cinq ans à cet examen.

L'examen du bac débutera à 9h et les centres d'examen ouvriront leurs portes à partir de 8h.



Photo : NewPress

Benghabrit va reconduire les mêmes mesures antifraude de l'année passée.

Aucun retard au-delà de 9h ne sera toléré et le candidat retardataire sera exclu de fait, a assuré la ministre de l'Education.

Les candidats auront également deux sujets au choix et une demi-heure supplémentaire. «Il n'y aura aucune excuse car le

candidat aura conscience de toutes ces mesures sur sa convocation», a indiqué la ministre de l'Education qui estime que les cas de fraude, qui se situent à 1% depuis plusieurs années, ne sont pas aussi importants comme on veut le faire croire.

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Des opérateurs économiques évoquent le contexte de crise

Dans un contexte de crise économique, induite par la chute des cours du pétrole, l'Algérien constate combien d'opportunités ont été gâchées par le fait de politiques sans vision à long terme. Le cap qui devait marquer le passage de l'économie rentière à l'économie productive a été long à s'opérer. L'orientation prise ces toutes dernières années augure d'un changement de cap qui en dit long sur les tergiversations des pouvoirs publics à «sauter le pas» pour enfin concrétiser ce souhait partagé par les citoyens et les professionnels.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Il faut faire un diagnostic sincère de la situation. Je dirais même qu'il nous faut faire un auto-diagnostic. Si on voit les textes qui sont promulgués, on reste à la maison. Il faut avoir de l'audace.» Cette sentence d'un représentant de Liebherr, le géant allemand des engins de construction, machines-outils, rencontré à la Foire internationale d'Alger (FIA), résume l'état d'esprit des opérateurs algériens qui veulent accompagner la nouvelle stratégie de diversification économique. Mais qui se heurtent à des contraintes d'ordre bureaucratique lesquelles, soit dit en passant, rendent caduc tout effort allant dans le sens voulu. Pourtant, ce n'est pas la volonté qui manque.

L'un des porte-drapeaux de l'excellence allemande dans le domaine industriel a commencé une usine de montage d'engins avec un taux d'intégration qui va crescendo. «Nous avons pris le risque bien avant la crise (qui a coïncidé avec la chute des prix du pétrole en juin 2016, Ndlr), partant de la devise que le monde appartient aux gens qui n'ont pas peur», commente ce responsable qui qualifie la relation des professionnels avec les pouvoirs publics de «dialogue de sourds». «Nous avons commencé à tra-

vailler en Algérie dans les années 1970, à un certain moment nous avons dû arrêter pour reprendre notre activité par la suite», a-t-il rappelé en précisant qu'une usine à Ain-Smara (Constantine) est en train de fabriquer des engins industriels. «Depuis 2011, nous avons relancé le segment montage CKD de bulldozers et d'excavatrices sur chenille, etc., en tout, nous avons 7 produits», signale cet opérateur. C'est la même orientation prise par le constructeur allemand symbole de l'excellence dans le domaine automobile, Mercedes Benz.

Selon un représentant de la marque allemande, la joint-venture algéro-germano-émiratienne donne des fruits grâce à l'implication de l'ensemble des partenaires. Mais que pense le grand public ? En déambulant à travers les stands de la FIA, les avis convergent tous vers cette nécessité de donner du sens aux déclarations publiques des responsables. Tous également s'alarment du fait que la conjoncture interpelle tout un chacun, davantage les tenants des appareils législatif et exécutif. «Nous avons les plus beaux textes du monde, je dirais même les plus parfaits, mais leur traduction sur le terrain pose de sérieux problèmes», note Amel, une jeune



Photo : DR

diplômée en marketing rencontrée au détour du stand GICA, le producteur national de ciment. Elle se dit très inquiète par la situation économique du pays en espérant un décollage imminent. «Nous n'avons pas droit à l'erreur. Il nous faut agir et tout de suite», souligne-t-elle. C'est l'avis que partage Zouheir S., diplômé en sciences économiques, appelant à utiliser nos réserves de change pour dynamiser les segments «productifs» notamment les services.

L'Allemagne propose d'accompagner les opérateurs économiques algériens dans leurs opérations d'exportation

L'Algérie et l'Allemagne entretiennent des relations économiques et commerciales solides. La présence des entreprises allemandes à la FIA, avec à leur tête des grands groupes comme Mercedes Benz et MAN, témoigne de cette solidité mais renseigne aussi sur la volonté allemande de donner un autre cap à sa relation avec l'Algérie, bâtie sur

Plus de 93 000 enseignants recrutés entre 2016 et 2017

Le secteur de l'éducation a recruté 93 160 enseignants depuis le concours qui s'est déroulé le mois d'avril 2016. 38 000 enseignants ont été recrutés rien qu'en 2016 sur la plateforme numérique de recrutement. En avril dernier, 23 799 enseignants ont été sélectionnés sur la liste d'attente au niveau de wilaya et 3 384 au niveau national. Au total, 27 183 enseignants ont été recrutés grâce à la liste d'attente cette année.

Selon la ministre de l'Education, 63% des candidats, titulaires de licences et de masters, ayant eu une moyenne lors du concours de l'année dernière ont été recrutés.

La rentrée scolaire prochaine, affirme Nouria Benghabrit, ne connaîtra pas de déficit en enseignants.

S. A.

le transfert de technologie. La partie allemande se propose aussi d'accompagner les opérateurs économiques algériens dans leurs opérations d'exportation. Dans ce sillage, la société Eurl German Access offre ses services pour accompagner les exportateurs algériens désirant accéder au marché allemand et plus largement européen. «La production locale et la promotion des exportations représentent un sujet important pour l'Algérie. L'exportation est indispensable dans l'accomplissement du développement ce qui permet aux entreprises algériennes de s'assurer une croissance économique et se placer dans une position avantageuse à l'international», estime Amina Gouri, représentante de la société à Alger.

La société organise des voyages d'information vers l'Allemagne au profit des opérateurs économiques algériens, les secteurs ciblés sont l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, la santé, le bâtiment et l'agroalimentaire.

Y. D.